

Contre la guerre, pour les droits des peuples opprimés, pour le socialisme : la révolution prolétarienne mondiale !

Le 1^{er} mai 2018 survient dans un contexte de rivalités entre puissances impérialistes et multiples guerres locales. La rivalité entre les « vieux » impérialismes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest, du Japon avec les impérialismes émergents en Chine et en Russie s'est nettement accentuée. Des puissances régionales (Israël, Arabie saoudite, Turquie, Iran) se disputent le Proche-Orient. La Syrie, l'Irak, la Corée, la mer de Chine, l'Ukraine, l'Afghanistan... sont le théâtre de manœuvres et de confrontations militaires.

Même la reprise économique du capitalisme mondial, inégalement partagée, n'a pas calmé les tensions entre les différentes fractions de la bourgeoisie, ni les attaques contre les producteurs. L'emploi mondial augmente, mais pas assez pour faire face à la croissance démographique. Pour l'impérialisme mondial, une partie grandissante de l'humanité est superflue. En outre, l'environnement de l'espèce humaine est mis en danger par la survie du capitalisme : accélération du réchauffement climatique, perte de diversité biologique, raréfaction des forêts et de l'eau pure, etc.

Toutes les puissances impérialistes veulent non seulement défendre leurs superprofits contre leurs rivaux mais aussi les accroître. Leurs États cherchent à le faire en s'attaquant aux acquis de leur classe ouvrière, en nouant et renouant des alliances, en reprenant la course aux armements, en intervenant économiquement, politiquement, diplomatiquement, militairement dans le reste du monde.

L'OMC n'arrive plus à propulser des accords mondiaux. Les échanges de marchandises ont cessé de s'intensifier (ils augmentent désormais au même rythme que la production mondiale). Parce que les États-Unis restent la première puissance mondiale, mais sont menacés par l'émergence de la Chine, le président Trump parle ouvertement de guerres commerciales qu'il veut mener et gagner. Le protectionnisme, qui n'avait jamais disparu, revient en force. La Grande-Bretagne se retire de l'Union européenne.

La réaction politique sur toute la ligne est le propre de l'impérialisme. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, décembre 1916)

Israël ne s'est jamais soucié de l'autorisation de l'ONU pour tuer des Palestiniens ou pour faire la guerre à ses voisins. Mais les États-Unis qui ont fondé l'ONU au lendemain de la 2^e Guerre mondiale la contournent

de plus en plus souvent pour mener leurs agressions militaires, car la Chine et la Russie ont un droit de veto au Conseil de sécurité. Ainsi, l'armée américaine, aidée de la France et de la Grande-Bretagne, en invoquant une nouvelle attaque chimique, a bombardé la Syrie le 14 avril. Comme si les crimes de guerre de ces trois puissances n'étaient pas pires que ceux du boucher Assad.

Les émigrants des pays pauvres et des pays en guerre sont plus refoulés et persécutés que jamais. Des référendums se décident sur cette question (Brexit), des candidats et des partis gagnent des élections en désignant les migrants comme des boucs émissaires (États-Unis, Autriche, Italie, Hongrie...). Des murs ont surgi ou sont renforcés aux frontières des États-Unis, d'Israël, de l'Espagne, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Norvège, de la Chine, de la Grande-Bretagne, du Pakistan, du Botswana...

La Turquie, toujours membre de l'OTAN, en fait une dictature islamiste, a mené en janvier une invasion militaire en Syrie pour empêcher la création d'un État kurde à sa frontière et démontrer ses prétentions de pouvoir régional. Il a reçu pour cela l'appui de djihadistes syriens, l'autorisation de la Russie et des États-

Unis, alors que les chefs du PKK-YPG avaient mis les combattants kurdes au service de l'armée américaine. Ayant vaincu à Afrine le 18 mars, Erdoğan étend sa sale guerre en envoyant les troupes turques envahir le nord de l'Irak, avec la complicité non seulement de Washington mais aussi du gouvernement de Barzani (PDK) de la zone autonome kurde en Irak.

En même temps, le gouvernement colonialiste israélien a carte blanche pour une nouvelle vague de répression brutale contre la population palestinienne. Le nouvel homme fort de l'Arabie saoudite, le prince Ben Salmane, justifie au même moment l'existence de l'État d'apartheid, alors que son pays continue à alimenter l'antisémitisme et le salafisme à travers le monde, à financer les mouvements islamo fascistes.

La restauration du capitalisme par les bureaucraties stalinienne en Russie et en Chine n'a pas seulement introduit de nouvelles puissances impérialistes, elle a aussi changé l'équilibre entre les classes, au détriment des travailleurs. En Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, les acquis en termes d'emploi, de santé,



d'enseignement... apportés par l'expropriation du capital ont brutalement disparu. La perspective du socialisme a reculé dans les masses exploitées et opprimées. Les bureaucrates au pouvoir à Cuba et en Corée du Nord ont commencé à se convertir en capitalistes.

Contrairement à ce qu'ont prétendu les idéologues et les politiciens de la bourgeoisie impérialiste, cela n'a pas conduit au triomphe de la « démocratie représentative ».

Les régimes autoritaires ont survécu et les démocraties traditionnelles rognent les libertés démocratiques et espionnent leur population au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Trump a été élu avec moins de voix que Clinton. Aux États-Unis, les Noirs restent la cible des flics blancs. Le rôle des services secrets et de l'état-major est plus grand que jamais aux États-Unis. La présidente PT du Brésil élue au suffrage universel a été destituée en août au nom de la « lutte contre la corruption » pour lui substituer un président MDB bien plus corrompu. Le nationalisme bourgeois du Venezuela qui a maintenu le capitalisme s'appuie de plus en plus sur l'armée pour résister à la fraction pro-impérialiste. Dans l'État espagnol, le gouvernement Rajoy PP et la monarchie franquiste ont criminalisé la lutte sociale et réduit radicalement toutes les libertés démocratiques, remplissant les tribunaux et les prisons des travailleurs et des jeunes, à travers la réforme du Code pénal et la loi Mordaza, également utilisées pour réprimer et empêcher le peuple catalan de choisir démocratiquement son destin par un référendum en octobre 2017.

Même dans les pays les plus avancés, la religion et le créationnisme sont promus par des fractions des classes dominantes. Les homosexuels restent persécutés dans la majorité des États. Les droits des femmes eux-mêmes sont remis en cause, en particulier le droit d'avorter aux États-Unis, en Pologne, en Hongrie.

De nouveau, partout dans le monde, des bandes fascistes terrorisent les migrants, les grévistes, les paysans pauvres, les minorités religieuses ou nationales (Yézidis, Roms, Rohingyas...).

Pourtant, les travailleurs, les femmes, les minorités opprimées, les jeunes en formation résistent de toutes les manières : pétitions, grèves, manifestations, lutte armée... en Syrie, en Turquie, en Chine, en Iran, au Brésil, en Espagne, aux États-Unis, en France... La classe ouvrière nicaraguayenne, au prix de dizaines de morts, a contraint le gouvernement à retirer son projet contre la sécurité sociale et des retraites. Les luttes de classe ne cessent pas, mais le prolétariat et les opprimés du monde manquent des organisations nécessaires à transformer l'aspiration et l'engagement des masses en avancées et en victoires décisives.

En effet, les organisations qui contrôlent actuellement le mouvement ouvrier se révèlent incapables de faire face à la remontée de la réaction, de lutter contre les interventions impérialistes, de prendre la tête des luttes pour affaiblir et renverser le capitalisme mondial. Les bureaucraties syndicales acceptent de négocier toutes les attaques. Les partis ex-staliniens, sociaux-démocrates et travaillistes gouvernent pour le capitalisme, attaquent les acquis (ou s'apprêtent à le faire). Les DSA sont toujours dans un des deux grands partis bourgeois des États-Unis, le Parti démocrate dont les candidats (Obama, Clinton) sont toujours soutenus par le PCUS. Le SPD vient de sauver Merkel en Allemagne. La Syriza grecque a capitulé devant les exigences de Berlin et de Paris. La SD danoise s'allie avec le DF fascisant et embrassent sa xénophobie. La SMER slovaque gouverne avec le SNS raciste. Le LP de Nouvelle-Zélande gouverne avec le parti xénophobe NZF. Les vieux et les nouveaux partis « réformistes » qui sont dans l'opposition, comme le Parti travailliste de Grande-Bretagne, Die Linke d'Allemagne, La France insoumise, Podemos de l'État espagnol... ne se réclament même pas du socialisme.

Dans cette situation, il est plus important que jamais de reconstruire l'internationale ouvrière (et dans chaque pays un parti ouvrier révolutionnaire) sur la base du programme communiste. Partout, l'avant-garde doit se rassembler pour opposer l'internationalisme prolétarien au nationalisme étroit qui est prêché pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. L'internationalisme défend le droit des nations opprimées à l'autodétermination, sans nécessairement propager une séparation. Les travailleurs avancés doivent lutter contre toute restriction des acquis politiques et sociaux, comme le meilleur terrain pour la lutte pour une véritable démocratie, à savoir le pouvoir de conseils ouvriers. Sur la base de la solidarité de classe du prolétariat, ils s'opposent à la division entre nationaux et étrangers, entre travailleurs intellectuels et manuels, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre religions différentes.

Il faut prévenir le danger d'une guerre mondiale destructrice, arrêter la destruction de l'environnement causée par le profit, renverser la bourgeoisie, démanteler l'État bourgeois, prendre le pouvoir, remettre les moyens de production dans les mains des ceux qui créent avec leur travail la richesse de la société, marcher vers le socialisme, faire disparaître les frontières, les classes et l'État.

1^{er} mai 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France, IKC / État espagnol, PD / Turquie, TML / Brésil